



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Reponse-a-M-R-GIMONNEAU>

# Réponse à M. R. GIMONNEAU

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2007 - N° 1078 - juillet 2007 -

Date de mise en ligne : lundi 13 août 2007

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

La première question soulevée est celle des achats à plus long terme que ceux de première nécessité, et dont le montant excède, parfois de beaucoup, le revenu mensuel.

Recourir à la création d'une seconde monnaie, spécifique, dédiée à certains achats et non à d'autres, obligerait d'abord à établir la liste de ces achats, ce qui n'est pas évident et suppose des discussions et des arbitrages.

En outre, dès que plus d'une seule monnaie est en usage apparait le problème compliqué des rapports entre plusieurs monnaies, des transferts de l'une à l'autre, des équivalences entre elles, etc.

Il semble donc préférable de trouver un moyen qui permette, tout simplement, de consacrer une part de ses revenus à des achats à long terme.

La monnaie que nous proposons, malgré ses aspects totalement nouveaux (elle ne peut pas être placée pour rapporter des intérêts et elle doit permettre d'assurer l'équilibre entre production et consommation), est tout à fait compatible avec le souhait de laisser à chacun la complète liberté de ses choix. Que le revenu garanti soit versé, par exemple, mensuellement, ne signifie pas obligation de le dépenser dans le mois.

Les moyens informatiques existent, qui permettent aux "nouvelles banques" proposées, orientées vers la prospective et la recherche de ce que veulent les citoyens, de dire quelle part des revenus est en moyenne dépensée dans le mois, pour indiquer, en gros, quelle part de l'activité doit être consacrée aux biens de consommation immédiate.

Les moyens existent de permettre à chacun de réserver sur son compte, chaque mois, une part de son revenu à des achats pour le moyen ou pour le long terme, et de permettre aux banques d'organiser des paiements "à tempérament", sans intérêt, etc.

Et il peut être décidé que certains biens puissent être acquis quand on en a payé telle partie, contre engagement de régler le solde dans tels et tels délais, etc.

La transmission des biens est un autre problème, et j'y ai pas mal réfléchi en écrivant Les affranchis de l'an 2000, en particulier le chapitre 12 intitulé "droit de propriété et formation des prix".

Il me semble que le problème est de chercher comment concilier, d'une part, le souhait légitime d'une famille de s'installer sur un terrain, l'aménager, le mettre en valeur, l'entretenir, l'habiter, etc, puis le transmettre à ses descendants pour qu'ils continuent à y vivre en l'entretenant, ne serait-ce que parce que beaucoup de souvenirs communs y sont attachés, avec, d'autre part, le souci d'empêcher qu'un terrain puisse permettre de faire de l'argent avec de l'argent, qu'on puisse acheter un terrain pour n'en faire rien d'autre qu'en tirer un bénéfice financier en le louant ou en le revendant plus cher, exploitant ainsi quelqu'un qui a besoin de ce terrain mais n'a pas les moyens de l'acheter, bref, empêcher qu'une propriété puisse être transmise dans le seul souci d'accumulation.

La proposition avancée pour concilier ces deux objectifs est, en gros, que le territoire appartienne à la commune, que son utilisation soit louée par la commune, et que cette location puisse être transférée à des descendants s'il s'agit pour eux d'y vivre.

La dernière réflexion exprimée par Raoul Gimonneau rejoint celle défendue ici naguère par François Chatel.

L'évolution de l'humanité dépend essentiellement de la part qui est faite à la culture et à la diffusion des connaissances.

Par contre, elle est ralentie par tout ce qui incite à ne penser qu'au court terme, à se distraire plutôt qu'à réfléchir ou s'instruire, à suivre des modes plutôt qu'à exercer son esprit critique et développer son autonomie de jugement.

Des slogans publicitaires comme celui que j'ai vu récemment : « Faites-nous confiance, on s'occupe de tout pour vous » n'encouragent guère à se sentir adulte et responsable.

L'absence de véritables projets d'avenir, l'obligation faite aux jeunes d'entrer dans un moule pour être "employables" avec pour seule perspective celle de devoir travailler plus pour gagner plus alors que le chômage est une menace permanente, enfin la croyance aujourd'hui malheureusement fort répandue que tout ce qui semble utopique doit être regardé comme pure folie, tout ceci, en effet, contribue plus à boucher l'avenir qu'à entraîner l'humanité vers l'âge adulte.

Essayons donc de lutter contre cette inertie de la pensée.